



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté*

Unité Départementale de la Côte d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
N°...15.7...DU ...19..MARS 2019

METTANT LA SOCIÉTÉ NOUVELLE SOGEPierre
EN DEMEURE DE NOTIFIER LA CESSATION D'ACTIVITÉ
DE LA CARRIÈRE SITUÉE À LADOIX SERRIGNY ET A MAGNY-LES-VILLERS

Société Nouvelle SOGEPierre

Communes de Ladoix Serrigny et de Magny-lès-Villers

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VISAS ET CONSIDÉRANTS

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-8, L.511-1, R.516-1 à R.516-5 et R.512-39-1 à R.512-39-3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et notamment son article 12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2002 autorisant la société Carrières de Corton à exploiter d'une carrière située à Ladoix Serrigny et à Magny-lès-Villers pendant 15 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située à Ladoix Serrigny et à Magny-lès-Villers à la société Nouvelle SOGEPierre et actualisant le montant des garanties financières de remise en état de la carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 prolongeant l'autorisation d'exploiter jusqu'au 23 janvier 2019 ;

Vu le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées en date du 7 février 2019 ;

Vu le courrier du 19 février 2019 de la préfecture informant l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire avant décision, de la mise en demeure susceptible de lui être notifiée, et lui accordant un délai de 15 jours pour formuler ses observations ;

Considérant l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai imparti mentionné dans le courrier le 19 février 2019 susvisé ;

Considérant que la société Nouvelle SOGEPIERRE a été autorisée à exploiter une carrière située à Ladoix Serrigny et à Magny-lès-Villers par arrêté préfectoral du 23 juillet 2002 pour une durée de 15 ans ; que l'autorisation a été prolongée jusqu'au 23 janvier 2019 ;

Considérant que l'autorisation d'exploiter est échue depuis la fin du mois de janvier 2019 ; que lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit notifier au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci ; que ce délai est porté à six mois dans le cas des carrières ; que l'exploitant n'a pas notifié la cessation d'activité de la carrière dans les conditions fixées par l'article 4 de l'arrêté du 23 juillet 2002 susvisé et par l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations en vertu du code de l'environnement, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ; qu'il convient de mettre en demeure la société Nouvelle SOGEPIERRE de notifier la cessation d'activité de la carrière ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Côte-d'Or

A R R Ê T É

Article 1^{er} : La société Nouvelle SOGEPIERRE, RCS DIJON 522 743 285, dont le siège social est situé à Chameçon - 21400 Châtillon-sur-Seine, est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de notifier la cessation d'activité de la carrière située à Ladoix Serrigny et à Magny-lès-Villers dans les conditions fixées par l'article R.512-39-1 du code de l'environnement et par l'article 4 de l'arrêté du 23 juillet 2002 susvisé.

Article 2 : Faute pour la société Nouvelle SOGEPIERRE de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour la société Nouvelle SOGEPIERRE et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut être saisi, dans le délai mentionné au premier alinéa, d'un recours déposé via l'application Télérécourse citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture de la Côte d'Or et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Nouvelle SOGEPIERRE par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- aux maires de Ladoix Serrigny et de Magny-lès-Villers,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (unité départementale de la Côte d'Or)

Fait à Dijon, le **19 MARS 2019**

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Christophe MAROT